

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
17e séance
tenue le
jeudi 25 octobre 1990
à 10 h 30
New York

PROCES-VERBAL DE LA 17e SEANCE

Président : M. RANA (Népal)

SOMMAIRE

Célébration de la Semaine du désarmement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/45/PV.17
6 novembre 1990

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 5'

CELEBRATION DE LA SEMAINE DU DESARMEMENT

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Il est de tradition, depuis la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, que la Première Commission organise une réunion spéciale pour célébrer la Semaine du désarmement, qui a commencé le 24 octobre 1990.

J'ai le plaisir, à cette occasion, de souhaiter la bienvenue à la Première Commission à S. E. M. Guido de Marco, Président de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale. Monsieur le Président, au nom de la Première Commission, je tiens à vous féliciter de votre élection et de la façon magistrale dont vous vous acquittez des lourdes responsabilités qui vous ont été confiées.

J'ai également le plaisir d'accueillir à la Première Commission S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général des Nations Unies. Monsieur le Secrétaire général, vos efforts inlassables pour promouvoir les principes et les objectifs des Nations Unies ainsi que la cause de la paix internationale vous ont valu l'appui et la reconnaissance de chacun d'entre nous. Vos initiatives importantes et opportunes de ces dernières années dans les domaines de l'établissement et du maintien de la paix ont redonné foi dans la Charte des Nations Unies. Aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies est prête à jouer le rôle qui est le sien : façonner un monde interdépendant.

Le Document final de la Première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a proclamé la semaine commençant le 24 octobre, jour anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, semaine de promotion des objectifs du désarmement. Lors de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, en 1982, l'Assemblée générale, notant l'utilité de la Semaine du désarmement, a décidé qu'elle ferait partie intégrante de la Campagne mondiale du désarmement lancée à ladite session. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales ont alors été invités instamment à faire de la Semaine du désarmement l'axe des efforts visant à sensibiliser le public aux dangers de la course aux armements, en particulier de la course aux armements nucléaires, créant ainsi un climat propice à des progrès dans le domaine du désarmement.

Les dernières années ont suscité des espoirs sans précédent de voir réaliser des progrès sensibles et soutenus dans les domaines de la limitation des armements et du désarmement. Maintenant que la guerre froide est terminée, nous entrons dans

Le Président

une nouvelle phase de l'histoire. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, on s'efforce sérieusement de mettre un terme à l'escalade incessante de la course aux armements. Après le Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée - Traité FNS - de 1987, qui pour la première fois prévoyait une réduction réelle des armes nucléaires, la communauté internationale s'est félicitée de l'accord intervenu en juin 1990 entre l'Union soviétique et les Etats-Unis dans le cadre du traité sur la réduction des armes stratégiques offensives. Elle attend avec impatience la conclusion rapide de cet accord et sa mise en oeuvre. Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire. Le processus devra englober tous les types d'armes nucléaires, y compris, pour finir, celles des autres Etats dotés d'armes nucléaires. Les perspectives de progrès soutenus sont excellentes.

Chacun de nous est véritablement encouragé par les progrès enregistrés au cours des négociations sur la réduction des forces classiques en Europe (FCE). La communauté internationale espère que la conclusion d'un accord sur les FCE et le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui doit réunir 34 nations à Paris du 19 au 21 novembre, marqueront le début d'une ère et d'un système nouveaux de sécurité en Europe. Nous espérons également qu'un accord FCE donnera l'impulsion nécessaire à de nouvelles réductions des armements et des forces classiques. Les progrès en matière de désarmement classique en Europe supposent également que l'on adopte des mesures efficaces pour enrayer le transfert des excédents d'armes vers d'autres régions du monde.

Par ailleurs, la confiance s'est renforcée en Amérique centrale grâce au système d'Esquipulas qui prévoit, entre autres, un inventaire des armements ainsi qu'un système de contrôle et de vérification. Les succès appréciables obtenus par la CSCE et les progrès encourageants en Amérique centrale soulignent l'importance d'une approche régionale des questions de confiance et de sécurité. Ces tendances positives méritent d'être imitées dans d'autres régions du monde.

Seules des relations économiques équitables reposant sur la coopération entre pays industrialisés et pays en développement peuvent offrir un cadre durable de paix. L'accès à la science et aux techniques modernes est indispensable au développement des pays en développement.

Le Président

En même temps, la communauté internationale doit accorder une plus grande attention à la création de modalités de conversion des économies militaires en économies civiles. La coopération internationale en matière de conversion pourrait faciliter le processus d'ajustement. Il faut espérer que les dividendes de la paix seront investis pour encourager le développement social et économique, notamment dans les pays en développement.

Les progrès spectaculaires obtenus dans le domaine de la limitation des armements grâce aux efforts bilatéraux et régionaux ne se sont cependant pas suffisamment étendus au processus multilatéral de désarmement. Il faut profiter du nouveau climat des relations internationales pour que les efforts en matière de désarmement portent sur des questions allant au-delà des arsenaux nucléaires et classiques des grandes puissances et de leurs alliés. Pour qu'il ait un sens, le désarmement doit être le fruit de l'effort concerté de tous les pays. Les Nations Unies sont le seul lieu qui convienne à cette entreprise. Comme le Secrétaire général l'a dit dans son rapport sur les travaux de l'Organisation :

"Les progrès enregistrés dans le domaine de la limitation des armements donnent une nouvelle impulsion et un nouveau sens de leurs responsabilités aux organes de l'Organisation qui s'occupent des questions de désarmement."

(A/45/L, p. 22).

La célébration de la Semaine du désarmement peut être une occasion importante d'amener l'opinion publique à appuyer fermement le renforcement des organes multilatéraux chargés des questions relatives à la limitation des armements et au désarmement.

J'ai maintenant le plaisir de donner la parole au Président de l'Assemblée générale, M. Guido de Marco.

M. de MARCO, Président de l'Assemblée générale (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier de vos paroles aimables à l'occasion de mon élection à la présidence de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale. Les travaux de l'Assemblée doivent beaucoup aux travaux que fournissent les Commissions de l'Assemblée générale. Il existe plus qu'un lien, pratiquement une identité commune, entre les travaux des Commissions et les travaux de l'Assemblée générale, et c'est pourquoi je vous suis encore plus redevable, Monsieur le Président, de votre grande coopération et des conseils précieux que vous m'avez prodigués depuis mon élection à la présidence de l'Assemblée générale.

Le Président de l'Assemblée générale

C'est en 1978 que l'Assemblée générale a proclamé la Semaine du désarmement "semaine consacrée à la promotion des objectifs du désarmement".

Ce faisant, l'Assemblée a souligné l'inquiétude de la communauté internationale devant les dangers que pose la course en spirale aux armements et a reconnu l'urgence de mobiliser l'opinion publique mondiale :

"afin de créer un climat international propice à l'application de nouvelles mesures pratiques concernant la cessation de la course aux armements et pour le désarmement." (Résolution 33/71 D de l'Assemblée générale)

L'importance de cette résolution est double. L'Assemblée générale s'y déclare convaincue que la paix et la sécurité peuvent être recherchées - et obtenues - à des niveaux d'armements progressivement plus réduits, et elle souligne la nécessité de mobiliser l'opinion publique mondiale dans ce domaine.

Dans les 12 années qui ont suivi, la célébration de la Semaine du désarmement a connu des alternatives d'espoir et de déception. Les progrès en matière de désarmement ont souvent été insaisissables, mais les efforts ont continué à faire lentement mais sûrement leur chemin. Nonobstant les tensions et turbulences qui parfois semblaient paralyser ces efforts, la communauté internationale a toujours persévéré avec détermination et patience.

Au cours des 12 derniers mois, les relations internationales ont considérablement évolué dans plusieurs domaines clefs. La communauté internationale a vu la fin de la guerre froide et l'apparition d'un partenariat entre les superpuissances. L'affrontement cruel entre l'Est et l'Ouest a fait place à une coopération féconde. La naissance d'une confiance réciproque a permis le démantèlement de barrières et l'unification de l'Allemagne, dans le cadre d'une Europe plus sûre. Actuellement, le processus de démocratisation laisse aussi son empreinte dans d'autres régions, en Amérique centrale et en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie.

Tous ces changements ravivent les espoirs. Leurs effets positifs sur la limitation des armements et sur le désarmement sont déjà manifestes. Les progrès réalisés récemment dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des forces classiques en Europe en sont un exemple. On s'attend à ce qu'un accord sur les armes classiques soit prêt à être signé avant la prochaine réunion au sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en novembre. L'apparition d'un nouveau système de sécurité en Europe est imminente.

Le Président de l'Assemblée générale

Je forme l'espoir fervent que les progrès réalisés jusqu'à présent seront assortis d'autres progrès grâce aux efforts multilatéraux déployés actuellement dans le domaine du désarmement, et que l'on parviendra notamment à la conclusion rapide d'une convention sur les armes chimiques.

Alors que nous sommes encouragés par cette évolution positive, nous sommes confrontés à un nouveau conflit régional qui menace de déstabiliser la sécurité mondiale et de mettre en danger la vie et le bien-être de millions de personnes innocentes.

Les événements dans la région du Golfe illustrent de façon marquante et douloureuse le caractère explosif des conflits régionaux et leurs effets secondaires sur la stabilité mondiale. Au moment où l'affrontement entre les superpuissances s'estompe et où l'arrêt et le renversement de la course aux armements nucléaires deviennent une réalité, il est évident qu'un effort semblable à celui qui a mobilisé par le passé l'opinion publique mondiale sur le danger de la course aux armements nucléaires doit être entrepris pour arrêter le stockage d'armes et d'armements classiques au niveau régional et en renverser la tendance.

Les conflits régionaux ont semé la mort et la misère parmi des millions de personnes. Il faut résoudre d'urgence de tels conflits - ouverts ou latents - non pas en recourant à la force mais en faisant naître la confiance entre les nations. A cet égard, le succès du processus de la CSCE doit servir de modèle dans d'autres régions du monde.

La réponse ferme et unanime de la communauté internationale devant l'invasion et l'annexion du Koweït souligne le rôle crucial des Nations Unies dans le règlement pacifique des conflits. Dans une communauté mondiale de plus en plus interdépendante, il devient de plus en plus évident que ce sont les Nations Unies qui sont les mieux qualifiées pour réunir les nations en vue de s'attaquer aux problèmes politiques, économiques, sociaux et écologiques.

Le Président de l'Assemblée générale

La nécessité d'une action commune s'applique également au domaine du désarmement. Des efforts multilatéraux et multiformes doivent venir compléter les négociations bilatérales sur la limitation des armements. A cet égard, les Nations Unies jouent un rôle essentiel dans tous les domaines pertinents, y compris dans le renforcement de la confiance et de la sécurité, les transferts d'armes, la conversion et la vérification.

Lors du récent Sommet pour les enfants, on nous a rappelé les lourdes responsabilités qui nous incombent envers nos enfants et les générations futures. Ils ont droit à un monde sûr et pacifique, un monde qui ne soit pas affligé par la misère, accablé par la dette ou menacé par la dégradation de l'environnement physique, un monde qui soit exempt du fléau que représentent le trafic des stupéfiants, le terrorisme et les violations des droits de l'homme. Les enfants ont surtout droit à un monde exempt d'armements et à l'abri des menaces de guerre. Un pas en avant dans la voie du désarmement est un pas en avant pour la survie de l'humanité.

Les Romains croyaient au principe si vis pacem, para bellum, si vous souhaitez la paix, préparez la guerre. Ce principe a été largement critiqué et, selon moi, à juste titre car il justifie l'escalade de la course aux armements qui n'est que le dernier stade avant la guerre. Le principe romain est devenu pour beaucoup : si vis pacem, para pacem : si vous souhaitez la paix, préparez la paix.

Mais il convient de faire une distinction entre le pacifisme et la préparation de la paix. Préparer la paix implique non seulement que l'on adopte une attitude mentale propice à la paix mais également que l'on défende, dans certains cas, la paix elle-même. Il faut trouver la juste mesure entre l'optimisme et le pessimisme et faire, dans toute situation, le lien entre l'idéalisme et le réalisme.

C'est précisément à cause de cela qu'il est difficile de progresser de façon significative dans le domaine du désarmement. Il faut, pour ce faire, un esprit pragmatique et de compromis, une volonté de s'attaquer aux questions de fond et de traiter les problèmes particuliers qui entravent le progrès. Il faut s'attacher à une nouvelle philosophie, cette philosophie qui est si bien rendue dans le préambule de la résolution de décembre 1978 de l'Assemblée générale dans lequel il est dit que :

"le concept traditionnel de sécurité nationale armée auquel les peuples sont accoutumés est désormais dépassé", et "s'ouvre à des idées nouvelles, selon un processus qui fera de l'entière solidarité de tous les peuples une nécessité."

Le Président de l'Assemblée générale

C'est l'esprit dans lequel il convient, me semble-t-il, de célébrer la Semaine du désarmement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale, M. Guido de Marco, de ses paroles aimables et de sa déclaration pleine de bon sens.

J'ai le plaisir maintenant de donner la parole au Secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar.

Le SECRETARE GENERAL (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens avant tout à vous remercier des paroles très généreuses et encourageantes que vous avez eues à mon endroit.

La célébration annuelle de la Semaine du désarmement offre l'occasion de faire le bilan des efforts que nous déployons en faveur de la limitation des armements et du désarmement. Cette année, je prends la parole à la Première Commission alors que les signes de progrès sont plus prometteurs que jamais, malgré le conflit régional qui jette une ombre sur un tableau par ailleurs réjouissant.

Les craintes et les hypothèses qui ont entraîné la création de deux grands blocs militaires sont désormais perçues comme relevant d'une querelle dépassée. Une conception plus raisonnable de la sécurité commence à s'imposer, tout au moins sur le plan mondial. En conséquence, l'escalade de la course aux armements est non seulement en train d'être stoppée mais commence à s'inverser. Le Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée (FNI) représente un premier pas qui, je l'espère, sera prochainement suivi d'un accord en Europe sur une réduction majeure des armements classiques et des capacités militaires, et de l'accord qui doit intervenir entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur une réduction substantielle des armes offensives stratégiques.

Toutefois, l'enthousiasme suscité par le tour que prennent les événements doit être tempéré par une évaluation lucide des tâches qui nous attendent. La question des armes nucléaires et la poursuite de leurs essais demeurent une source de controverse, comme on a pu le voir lors de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui s'est tenue récemment. S'il est vrai que la nécessité de renforcer le Traité n'a pas été mise en cause, il est primordial que la communauté internationale se mette d'accord sur un régime viable de non-prolifération des armes nucléaires au-delà de 1995. J'espère que la vaste convergence de vues qui existe sur cette question

Le Secrétaire général

s'étendra à la question épineuse de la cessation des essais nucléaires. J'ai maintes fois souligné combien il était souhaitable de conclure un traité d'interdiction complète des essais et je prie instamment toutes les parties de chercher à progresser sur cette question délicate et jusqu'à présent insoluble.

Nonobstant le caractère hautement prioritaire du désarmement nucléaire, d'autres armes de destruction massive continuent de susciter une anxiété profonde et généralisée. La prolifération des armes chimiques constitue un fait nouveau alarmant, et le danger effroyable d'une utilisation effective de ces armes dans des situations de conflit s'est en fait accru. Ce spectre, à lui seul, devrait inciter les Etats à éliminer les obstacles restants et à conclure rapidement la convention sur les armes chimiques qui fait l'objet de négociations à la Conférence du désarmement à Genève. La ferme volonté politique qui a conduit à des accords dans d'autres domaines doit être mobilisée pour débarrasser enfin le monde du fléau des armes chimiques.

Des progrès substantiels sont actuellement accomplis sur le continent européen dans le domaine de la limitation des armements classiques et du désarmement, et il est satisfaisant de voir évoluer ainsi la situation dans ce que l'on considère traditionnellement comme la région la plus lourdement armée du monde. L'importance de ce processus transcende l'aspect purement quantitatif des armements et des forces armées en présence. Des dispositifs de sécurité entièrement nouveaux sont actuellement mis en place à mesure que la confiance mutuelle remplace la suspicion et la crainte. Toutefois, l'extension de ce processus de changement constructif à d'autres régions se fait encore attendre. Ce n'est que lorsque la nouvelle perception de la sécurité collective deviendra plus fermement ancrée dans le monde entier que l'on pourra affirmer qu'un nouvel ordre international a véritablement pris naissance.

L'évolution récente de la situation montre clairement que l'agression et le recours à la force dans les relations internationales ne sauraient être acceptés par la communauté internationale. Il est à espérer que le sens de la responsabilité partagée qu'illustre la fermeté de l'attitude du Conseil de sécurité conformément à la Charte se manifesterait également par un démantèlement progressif des vastes stocks d'armements nucléaires, chimiques et classiques qui existent dans le monde. Les efforts actuellement déployés pour régler les questions relatives à la conversion et à la réorientation des capacités militaires à des fins civiles

Le Secrétaire général

sont des signes salutaires de cette nouvelle orientation. Je salue les initiatives et les propositions formulées à cet égard et je ne doute pas que la communauté internationale y donnera suite de façon énergique.

Le tour favorable qu'ont pris les événements dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement devrait nous amener à redoubler d'efforts en faveur de la paix. L'édification d'un avenir plus sûr est une responsabilité universelle, et je tiens, à cette occasion, à rendre hommage à l'action des organisations non gouvernementales du monde entier. Elles ont défendu avec abnégation et persuasion la cause du désarmement et ont suscité de la part du public une plus grande prise de conscience de nos objectifs. Elles méritent notre appui et notre coopération. Une occasion rare de modifier l'équation de la paix et de la sécurité internationales est à présent à notre portée. Nous pouvons faire beaucoup si nous la saisissons. Après plus d'une génération d'affrontements, les espoirs sont grands, et nous ne pouvons pas nous permettre de les décevoir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de la Première Commission, je tiens à remercier le Secrétaire général de sa déclaration empreinte de sagesse.

La Première Commission a ainsi terminé sa réunion consacrée à la célébration de la Semaine du désarmement.

La séance est levée à 11 h 20.